

BANQUE NATIONALE  
DE BELGIQUE

SERVICE  
des

Études Économiques

# BULLETIN

## d'Information et de Documentation

V<sup>e</sup> année. Vol. II. N° 10

25 novembre 1930.

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.  
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE :** Crise économique et critique de l'économie, par M. Henri de Man. — L'exposé général du budget pour 1931. — La convention au sujet du remboursement de la dette de l'Etat envers la Banque Nationale de Belgique. — Le cartel de l'acier. — La fusion des charbonnages du Lancashire. — Statistiques.

### CRISE ÉCONOMIQUE ET CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE

par M. Henri de Man

Professeur à l'Université de Francfort-sur-le-Main (1)

Entre les mots **crise** et **critique**, il n'y a pas qu'une parenté étymologique. Depuis qu'il y a des économistes, chaque crise économique s'accompagne d'une critique de l'économie. On n'est jamais plus préoccupé de la santé que quand on est malade. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la crise dont l'économie mondiale souffre depuis bientôt deux ans ait amené une recrudescence de l'activité théorique des économistes, et oriente de plus en plus cette activité vers un examen critique des fondements de l'économie capitaliste elle-même.

Cette orientation se trahit dès le premier abord par la fréquence accrue avec laquelle on retrouve, sous la plume des économistes orthodoxes, les expressions « capitaliste » et « capitalisme ». Pendant plus d'un demi-siècle, cette façon de s'exprimer était presque exclusivement l'indice d'opinions anticapitalistes, spécialement marxistes. L'expression capitalisme a été forgée, il y a environ un siècle, par la critique socialiste. Elle avait, au début, un sens nettement péjoratif. Karl Marx, tout en popularisant son usage, lui a donné une signification beaucoup plus objective. Il est vrai qu'il relativa, et donc, en un certain sens, déprécia la notion du capitalisme, en la situant dans une conception évolutionniste, opposée à la conception classique qui considérait les lois de l'économie moderne comme naturelles et intangibles. Mais d'autre part, en remplaçant le concept de l'ordre naturel par celui de

l'évolution historique, et surtout en présentant le socialisme comme l'aboutissement nécessaire du développement de la « méthode capitaliste de production » elle-même, il fit du capitalisme une notion scientifique. Dorénavant, elle désigna le système économique où les principaux moyens de production sont du capital, c'est-à-dire employés à produire de la plus-value pour ceux qui les possèdent, à l'aide du travail salarié de ceux qui ne les possèdent pas.

Dès lors, le terme capitaliste cesse d'être une injure, pour désigner une phase inéluctable de l'évolution historique. On comprend ainsi que Marx, dans la préface du « Capital », ait explicitement répudié la critique des individus, qu'il considère comme les créatures de conditions sociales, comme les simples sujets de nécessités économiques. On comprend même que, dans le « Manifeste communiste » de 1847, il ait écrit, sur le capitalisme, en tant qu'agent du progrès technique et créateur d'une nouvelle civilisation mondiale, le panégyrique le plus éloquent, peut-être, que ce thème ait jamais inspiré.

Malgré cela, les passions sociales ont longtemps entravé l'acceptation, par la science officielle, de la terminologie marxiste. Il y a vingt-cinq ans, quand j'étudiais l'économie politique à l'Université de Leipzig, il suffisait d'employer les termes capitaliste ou capitalisme pour s'exposer à l'ostracisme qui frappait alors encore les socialistes dans le monde universitaire et officiel. De très rares savants et professeurs, Sombart en tête, commençaient seulement à faire fi de l'odeur de soufre qui s'attachait au vocabulaire marxiste, et à prendre la notion marxiste du capitalisme comme fon-

(\*) Dans mon article précédent, sur les institutions paritaires dans l'industrie allemande (10 octobre 1930), une erreur typographique me fait dire (8<sup>e</sup> colonne, 2<sup>e</sup> paragraphe), usines syndicales au lieu d'unions syndicales.

dément d'une critique simultanée du capitalisme et du marxisme. On ne les en baptisa pas moins « socialistes de la chaire », et leur carrière ne s'en trouva guère favorisée.

Les temps ont bien changé depuis. Les plus antimarxistes des économistes et sociologues reconnaissent actuellement en Marx l'un des fondateurs de la science du capitalisme, de l'analyse des lois économiques de l'accumulation et de la reproduction qui président à son fonctionnement et à son évolution. L'expression capitalisme a conquis droit de cité dans tous les camps. En Amérique, ces dernières années, elle a reçu la consécration de discours présidentiels par Coolidge et Hoover. En Allemagne, il y a deux ans, la plus grande association officielle de sociologues et d'économistes a porté, à l'ordre du jour d'un congrès retentissant, le problème de l'avenir ou déclin du capitalisme. L'été dernier, l'institut de perfectionnement scientifique que le Reich a créé à l'intention de ses hauts fonctionnaires et magistrats a consacré ses cours au « capitalisme », avec la collaboration, d'ailleurs, de socialistes tels que Hilferding, Lederer, Heimann et l'auteur de ces lignes.

Il n'est plus guère de grande université européenne où l'expression « capitaliste » ne se retrouve, dans l'un ou l'autre contexte, dans la liste des cours d'économie et de sociologie.

Evidemment, il n'y a pas là qu'une question de terminologie. Il y a, au contraire, l'indice d'une évolution très profonde dans la position des problèmes, dans la façon de penser. Et cette évolution ne reflète pas seulement les bouleversements politiques du dernier quart de siècle. Elle trahit aussi les progrès de la pensée scientifique vers une conception plus évolutionniste, plus relativiste et donc plus critique des choses, et aussi vers une conception plus totale, plus universaliste de l'ordre économique considéré comme simple élément d'une vaste unité historique, celle de l'ordre social. On ne peut plus se contenter, aujourd'hui, de traiter l'économie comme le domaine de certaines lois autonomes et intangibles, isolé des grands courants sociaux, politiques et moraux de l'époque.

C'est que, depuis la guerre et les crises d'inflation, on a vu trop d'ébranlements du système économique dans son ensemble, trop de problèmes nouveaux déconcertant les représentants de l'optimisme classique qui florissait quand le capitalisme industriel était jeune. Car enfin, un siècle d'expérience a forcé tous les observateurs des faits à reconnaître qu'en progressant, le capitalisme a évolué, modifié ses méthodes, sa structure, son esprit.

Certains théoriciens en concluent qu'il a vieilli et entre en agonie, d'autres, au contraire, croient qu'il pousse, qu'il s'achemine seulement vers sa vraie maturité, et qu'il a encore tout l'avenir devant lui. Mais les uns et les autres, en portant la controverse sur le terrain réaliste de l'évolution historique, au lieu de la maintenir sur le terrain dogmatique des prétendues

lois naturelles permanentes, acceptent, au fond, le point de vue évolutionniste. Par conséquent, l'attention même des défenseurs du système et des croyants en son avenir se porte, d'une part, sur son aspect global et en quelque sorte sociologique, d'autre part sur son aspect évolutif et donc variable. Discuter un système dans ce sens historique, même pour le défendre et affirmer sa vitalité, c'est tout de même accepter, et le caractère historique, donc transitoire, du système, et la possibilité de sa mise en question.

\* \* \*

Depuis un an ou deux, la crise économique mondiale a naturellement encore élargi et intensifié cette controverse de principe. Elle pose, de la façon la plus urgente, bien des problèmes nouveaux. Car il est clair qu'elle comporte des phénomènes qui la distinguent de toutes les crises économiques précédentes. Certes, elle est en partie — plus qu'à moitié peut-être — une crise « cyclique », qui confirme les theories, tant classiques que marxistes, sur le mouvement rythmique des phases d'expansion et de contraction, sur le retour périodique des crises de sous-consommation et de raréfaction monétaire. Mais elle est aussi plus que cela. Une partie tout au moins du chômage qui frappe les plus grands pays industriels — 2 millions de chômeurs en Angleterre, 3 millions en Allemagne, bien plus encore aux Etats-Unis — est, de toute évidence, due au processus chronique du déplacement des ouvriers par les machines, et en général à l'économie progressive de main-d'œuvre par la rationalisation de l'organisation industrielle.

Il y a, outre le chômage « cyclique », ce que les économistes américains appellent le chômage « technologique ». Le premier peut disparaître en même temps que la crise financière et commerciale, mais le second est de nature plus permanente. Et ce qui concerne l'Allemagne, je crois que l'on peut, sans crainte d'exagération, évaluer l'importance du chômage technologique à au moins un tiers du total. C'est du moins la conclusion à laquelle je suis arrivé par une série d'investigations particulières, portant sur le nombre d'ouvriers congédies, dans des entreprises typiques de diverses industries, à la suite de diverses mesures de rationalisation, et sans qu'il y ait eu restriction de la production. Il saute aux yeux que ce problème-là est non seulement social et politique, mais économique, par sa répercussion sur les charges sociales qui augmentent les frais de production, et surtout sur la puissance d'achat du marché intérieur. Et c'est un problème nouveau, qui met en question la validité d'un grand nombre de notions courantes quant à l'ajustement « naturel » de la consommation à la production par le jeu de la libre concurrence.

Une autre caractéristique de la crise actuelle, c'est que son cours n'est pas conforme aux vues classiques sur les conséquences de la baisse des prix. Selon la doctrine orthodoxe, la baisse des prix qui accompagne

la raréfaction de l'or et la surproduction est, en même temps que l'indice de la crise, l'agent du retour à une nouvelle phase de prospérité. Car les prix de plus en plus diminués doivent naturellement finir par stimuler de nouveaux achats et de nouveaux placements, et donc remettre en marche le double courant des commandes de marchandises et des achats de valeurs.

Or, ce qui caractérise la crise actuelle — j'en ai parlé, au sujet de l'Allemagne, en deux articles précédents — c'est le manque de parallélisme entre le mouvement des prix de diverses catégories de marchandises. Il ne s'agit pas seulement du laps de temps qui doit naturellement s'écouler avant que la baisse des prix de gros entraîne une baisse correspondante des prix de détail. Il s'agit de la contradiction entre la baisse des prix « libres » du marché international et la hausse ou le maintien des prix « liés », c'est-à-dire dictés par des cartels, des trusts ou des monopoles sur les marchés nationaux. C'est que les lois économiques qui régissaient jusqu'à présent le passage naturel de la crise au rétablissement presupposent le régime de la libre concurrence. Ce régime caractérisait en effet le capitalisme industriel dans ses phases de jeunesse. Mais il est fortement modifié, dans le stade actuel des choses, par une série de phénomènes qui tendent, non à la concurrence, mais au monopole. On voit aisément combien cela donne matière à réfléchir, et à se demander si l'évolution historique du capitalisme même ne tend pas vers la réalisation d'un principe opposé à son principe initial, vers ce que des économistes très conservateurs ont osé appeler un nouveau féodalisme, par opposition au capitalisme libéral, libre-échangiste et (par rapport au régime féodal ancien) libérateur d'antan.

Enfin, les hypothèses optimistes de la doctrine classique se trouvent contredites par les progrès croissants du nationalisme économique. Le développement du marché mondial, dont on attendait une espèce d'âge d'or du cosmopolitisme libre-échangiste, a abouti à des résultats tout à fait différents. Ils sont même, à première vue, étrangement paradoxaux. Malgré les prédications des économistes, les avertissements des gens d'affaires éclairés, les cris d'alarme des pacifistes qui voient l'univers à la veille d'une nouvelle catastrophe guerrière, et les vœux pieux des conférences internationales, on vogue presque partout à pleines voiles vers un protectionnisme qui prépare de nombreux chocs entre les nationalismes et les impérialismes concurrents.

En effet, en conquérant le monde au commerce, le capitalisme l'a aussi conquis à la production industrielle. Là où, d'abord, on ne pensait trouver que des acheteurs, on a fini par susciter des concurrents. La caractéristique presque uniforme des pays jusqu'ici arriérés est ce qu'un économiste allemand, M. J. Bonn, a récemment baptisé la contre-colonisation. Ce sont les Etats-Unis sortis définitivement du stade de la colonisation pour devenir, économiquement et financièrement parlant, les colonisateurs de l'Europe appauvrie;

les Etats de l'Amérique centrale et méridionale se soulevant contre l'impérialisme du Nord; la Russie soviétique isolée par le jeu des antagonismes politiques; l'empire britannique cessant d'être groupe de colonies autour d'une métropole pour devenir fédération d'Etats autonomes, cherchant péniblement des compromis entre les protectionnismes particuliers et le protectionnisme impérial; l'Inde essayant le boycott comme moyen d'émancipation nationale, et favorisant ainsi le développement d'un capitalisme propre; les pays d'Extrême-Orient luttant pour leur autonomie; l'Afrique du Sud combinant le protectionnisme économique avec le protectionnisme des races; l'Australie se cramponnant à l'idéal du « continent fermé »; les nouveaux Etats baltiques, les Etats de la succession d'Autriche s'entourant de frontières économiques presque médiévales; les Balkans de plus en plus balkanisés; la Turquie réduite à son noyau asiatique; la Grèce repolotonnée sur sa presqu'île; l'Irlande cultivant son nationalisme en serre chaude; c'est, dans toute l'Europe, à l'exception de quelques petits pays essentiellement exportateurs, le protectionnisme étendu des produits agricoles aux produits industriels, des produits industriels à la main-d'œuvre, entravant ainsi, par mille barrières, la libre circulation des marchandises et des hommes, à laquelle le capitalisme doit son effloration.

\* \* \*

Il suffit donc d'un bref coup d'œil d'ensemble pour comprendre le réveil des préoccupations doctrinales dans le monde des économistes et des sociologues, et la remise sur le tapis des principes d'ordre général dont dépend la conception globale de l'ordre économique et de son évolution. S'il y a dans l'état actuel de la science économique un indice commun, c'est bien celui-là : le retour aux grosses questions de principe qui dominaient l'âge classique de l'économie politique, mais cette fois sur un plan nouveau, celui de l'analyse réaliste des phénomènes dans leur évolution historique. Au fond, la question qui domine tous les esprits est actuellement celle-ci : La crise économique actuelle est-elle purement cyclique et monétaire, ou bien est-elle une crise du système de production et de distribution, donc du capitalisme lui-même ? Et, dans ce dernier cas, est-ce une crise de croissance ou une crise de déclin ? La libre concurrence est-elle encore, en fait, capable de jouer le rôle de principe régulateur dans l'ajustement mutuel de la production et de la consommation ?

Un trait très curieux de cette résurrection de l'intérêt doctrinal est qu'elle implique une espèce de rapprochement entre les économistes « capitalistes » et « anti-capitalistes ». Non point, certes, en ce qu'ils arrivent nécessairement, ou même souvent, à des conclusions analogues, mais bien en ce qu'ils posent les mêmes problèmes, et sur le même terrain. C'est que la maison brûle, et qu'il faut courir au plus pressé. C'est aussi qu'au cours d'un demi-siècle d'expériences et de con-

troverses, bien des cloisons étanches se sont trouvées endommagées. Polémiser — et je songe surtout ici aux critiques et contre-critiques de l'économie marxiste — est encore une façon de s'entendre, car il faut que l'un « entende » l'autre quand on s'interroge ; pour discuter, il faut être d'accord, selon une maxime célèbre. Et puis, il y a tout de même, quoi qu'en dise la thèse marxiste de la « science bourgeoise », un très grand domaine où, malgré tous les intérêts et préjugés divergents, l'évidence des faits finit par s'imposer à tous ceux — et ils sont moins rares peut-être qu'on ne le pense — pour qui l'hypothèse de départ de tout travail scientifique est la recherche de la vérité objective, donc de validité générale pour toute intelligence humaine.

Il faut ranger dans ce domaine tous les phénomènes qui ont forcés les économistes les plus opposés aux théories de Marx à voir, comme lui, le capitalisme comme un système en voie d'évolution. Nous nous éloignons donc de plus en plus — et c'est fort heureux, je pense — de l'époque où l'économie « bourgeoise » et l'économie « socialiste » se cantonnaient sur des terrains différents et s'interdisaient mutuellement, à l'aide d'une terminologie particulière, tout véritable contact. Les uns étudiaient les lois mathématiques de la reproduction de la plus-value, les autres niaient l'existence même de ces problèmes et ne voulaient s'intéresser qu'aux courbes des prix ; les uns parlaient de classes sociales, les autres d'individus abstraits ; les uns disaient évolution, les autres répondaient lois naturelles. De même que l'économie officielle a fini par reconnaître l'importance des problèmes posés par le marxisme, les marxistes ont dû lever l'ostracisme dont ils croyaient pouvoir frapper, en vertu de la condamnation à priori de tout un système, ceux qui recherchaient, à l'intérieur de ce système, la solution des problèmes concrets de l'outillage technique, de la productivité accrue, de la politique monétaire, de la rationalisation de la production, de l'effet concret de la journée de travail réduite, des systèmes de salaires, etc.

Il n'est pas jusqu'aux marxistes communistes qui ne se soient trouvés obligés, par la responsabilité du pouvoir, à se préoccuper de ces choses ; et les ouvrages tayloristes, par exemple, ne sont nulle part plus lus qu'en Russie. A plus forte raison, les problèmes immédiats se sont imposés à l'attention des socialistes de l'Europe centrale et occidentale, chargés de tant de responsabilités pratiques par leur participation à la gestion des affaires publiques. Voilà pourquoi, d'une part, le marxisme a pénétré les milieux officiels, tandis que d'autre part les économistes socialistes s'attaquent de plus en plus aux problèmes pratiques réservés jusqu'alors à la science « bourgeoise ».

Il est moins important pour la classe ouvrière, actuellement, de savoir s'il y a des erreurs d'algèbre dans la théorie marxienne de la plus-value, ou de décider si la théorie de l'utilité-limite est compatible ou non avec le marxisme, que de répondre à des questions comme celle-ci : Peut-on réduire le chômage en diminuant les heures de travail ? Est-ce qu'une hausse de

salaires peut vaincre la crise par l'augmentation de la puissance d'achat, ou menace-t-elle de l'aggraver en entravant la baisse des prix ? Par quel moyens peut-on amener le coût de la vie à suivre la baisse des prix des matières premières ? Le protectionnisme agricole est-il inévitable pour assurer aux producteurs de l'agriculture européenne un minimum d'existence, malgré l'accroissement plus lent du niveau de la productivité agricole par rapport à la productivité industrielle ? Par quels systèmes de contributions peut-on imposer les charges sociales du chômage aux grosses fortunes, sans désorganiser l'afflux du capital industriel et donc augmenter le chômage ? Quelle est l'attitude à prendre, dans la critique du capitalisme contemporain, à l'égard de la séparation croissante entre les fonctions purement économiques du capital financier et les fonctions techniques et organisatrices de la direction des entreprises ?

Le nombre des questions de ce genre est légion. Mais elles sont toutes dominées, à l'heure qu'il est, par l'angoissant problème devant lequel les faits placent tous ceux qui pensent : Comment résoudre la contradiction entre l'accroissement de la productivité industrielle par l'économie de main-d'œuvre et le rétrécissement du marché intérieur par la diminution relative de l'élément-salaire ?

Derrière l'orientation nouvelle que ces problèmes imposent aux économistes de toutes les tendances, il y a l'évolution du capitalisme lui-même. Il se peut que les lois abstraites de la production et de l'accumulation des valeurs n'aient point changé depuis Adam Smith, Ricardo et Marx ; mais la technique et les institutions à travers lesquelles ces lois se manifestent se sont modifiées très considérablement. Je ne songe pas seulement, ici, aux problèmes relativement récents de l'actionnariat, de la transformation croissante du capital industriel en capital financier, de la rationalisation, etc. ; je songe en premier lieu aux modifications profondes que l'ascension sociale de la classe ouvrière elle-même a amenées dans le fonctionnement des marchés, tant du marché des produits, par l'accroissement des besoins, que de celui de la main-d'œuvre, par l'accroissement de la puissance syndicale.

La classe ouvrière n'est plus, comme du temps de Marx, un élément passif de l'activité économique. On ne peut plus considérer, comme Marx le faisait encore dans le « Capital », le niveau de ses besoins comme un facteur secondaire, capable tout au plus de faire osciller légèrement le prix de la main-d'œuvre autour d'une courbe des valeurs déterminée techniquement par « la durée du travail socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail ». On ne peut plus considérer l'antagonisme entre employeurs et employés, en ce qui concerne la durée et la rémunération du travail, comme enfermé dans le cercle d'airain de l'antagonisme qui oppose brutalement l'un à l'autre acheteur et vendeur d'une marchandise quelconque.

Par le mouvement syndical, coopératif et politique, la classe ouvrière a inséré l'accroissement graduel de

ses besoins et de ses revendications dans la progression générale de l'économie. Elle est devenue un élément actif sur le marché du travail par l'organisation syndicale, dans la gestion sociale des entreprises par la démocratie industrielle, sur le marché des produits par son pouvoir d'achat; et elle devient un élément de plus en plus actif dans le fonctionnement du crédit par son épargne organisée, et dans la production et la circulation de certaines marchandises par ses entreprises coopératives. Le résultat en est qu'un nombre croissant de domaines d'activité économique se transforme en domaines d'intérêt commun.

Depuis les crises d'inflation, par exemple, tout ce qui se rattache à la stabilisation monétaire est entré dans ce domaine, et la crise de chômage y fait entrer toutes les mesures qui peuvent défendre ou rétablir la prospérité industrielle.

Or, toute communauté d'intérêts matériels se traduit, sans mauvais jeu de mots, en une communauté d'intérêts scientifiques. Il s'ensuit qu'un nombre croissant de problèmes théoriques se trouvent, sinon soustraits aux controverses des partis, du moins posés de la même façon, et en vertu des mêmes faits impérieux, devant tous les partis : théorie de l'argent et du crédit bancaire, théorie du bilan commercial des nations, théorie de l'ajustement du pouvoir d'achat à la productivité, théorie de la fixation des prix par la libre-concurrence ou le monopole, théorie du rendement administratif en régime bureaucratique privé ou étatiste, etc. Il faut rattacher à ces phénomènes — frémissez d'aise, ô mânes trop tôt oubliés de John Bright et de Richard Cobden! — un retour offensif de la doctrine du libre-échange, non plus peut-être, cette fois, comme instrument de l'harmonie des classes, mais d'autant plus impérieusement comme garantie économique de la paix entre les nations.

\* \* \*

L'analogie des problèmes posés, indépendamment de la nature des réponses qu'on leur donne, voilà donc l'élément principal de l'évolution qui insère de plus en plus l'activité théorique des économistes anticapitalistes dans le progrès de la science en général. Par contre-coup, elle impose l'examen critique des fondements du système capitaliste à tous les économistes qui ne se contentent pas d'être de simples manœuvres de la recherche de détail.

En Angleterre, par exemple, des économistes et sociologues socialistes comme G.D.H. Cole, J.A. Hobson, R. H. Tawney, Sidney et Beatrice Webb, H. J. Laski, et beaucoup d'autres, alimentent l'un des grands courants d'idées dont se nourrit la pensée universitaire et scientifique. Aux Etats-Unis, le mouvement syndical ouvrier emprunte presque tous ses arguments en faveur de la démocratie industrielle, des hauts salaires et de la réduction des heures de travail, à des économistes « bourgeois », dont les conclusions se rencontrent d'ailleurs de plus en plus souvent avec

celles d'économistes socialisants comme Paul H. Douglas. Même en Allemagne, où l'ancien régime a maintenu si longtemps la pensée socialiste dans un isolement presque complet, il n'est plus guère de discussion scientifique qui ne voie les champions pour et contre le capitalisme combattre dans la même lice, et avec les mêmes armes.

Les doctrines économiques des marxistes orthodoxes comme Hilferding, celles des marxistes modernistes comme Lederer, celles du « socialiste libéral » Oppenheimer, du « socialiste religieux » Heimann, voire du « socialiste nationaliste » Spengler, font partie intégrante du mouvement scientifique dans son ensemble, et l'on a perdu l'habitude de les juger d'avance sur leur tendance pour les juger après coup sur le poids de leurs arguments et l'objectivité de leur examen des faits.

D'autre part, les ouvrages économiques récents les plus lus sont consacrés, par des auteurs non socialistes, à un examen critique des principes fondamentaux de l'économie capitaliste. C'est un fait nouveau depuis les dix ou quinze années qui ont suivi la parution des livres sensationnels où Emile Rathenau, gros industriel et ministre influent, faisait la critique du capitalisme au nom de ses propres principes productivistes initiaux, et défendait un programme de socialisation très semblable à celui du socialisme réformiste.

D'abord, un banquier zurichois, formé par les universités allemandes, Félix Somary, publia un livre sensationnel sur « l'évolution de l'économie mondiale depuis la guerre », où il défend un capitalisme démocratique, espèce de compromis entre l'idée libérale de la libre concurrence et la critique socialiste du capitalisme monopoliste. Presque en même temps, un professeur berlinois, M.J. Bonn, obtint un succès de librairie encore plus grand avec un ouvrage sur « le destin du capitalisme allemand ». C'est une critique acerbe et spirituelle de ce qu'il appelle le capitalisme autoritaire, par opposition au « capitalisme libéral » qu'il voit incarné par l'Angleterre — ou par la Belgique, aurait-il pu ajouter. A la suite de cet ouvrage, on a vu un grand organe financier comme la *Frankfurter Zeitung* lui emboîter le pas, dans une polémique vigoureuse avec l'un des plus grands industriels allemands, Röchling. Autre signe des temps : ce sont les propositions d'un industriel, Gütermann, en faveur d'un plan très ingénieux pour réduire le chômage par l'introduction de la semaine de quarante-quatre heures à l'aide d'une modification du système de contributions à l'assurance-chômage, qui ont déterminé la direction des syndicats socialistes à entreprendre une campagne dans cette direction.

Cependant, ce qui donne un intérêt particulier aux livres récents que ces problèmes ont inspiré à des économistes de divers pays, c'est peut-être moins ce qui les unit que ce qui les différencie. Dans chaque pays, les préoccupations et tendances doctrinales reflètent le caractère particulier qu'y revêt la crise elle-même.

Aux Etats-Unis, pays par excellence du capital-or accumulé, de la *prosperity* et de l'*efficiency*, mais aussi du chômage technologique le plus caractérisé, la critique des économistes de toute tendance s'attaque aux aspects particuliers : la politique des réserves bancaires, la spéculation boursière, la possibilité d'un développement illimité du marché intérieur, parallèlement au développement illimité de la productivité mécanique. En Angleterre, on se préoccupe moins des conséquences de la rationalisation que des difficultés qu'il y a à rationaliser dans un pays où tant d'industries d'exportation périclitent faute de débouchés, et où l'agriculture produit peu de valeurs et absorbe peu de main-d'œuvre. En France, la controverse sur le capitalisme prend l'allure d'une lutte entre deux conceptions de principe : celle du bourgeois rentier et celle du capitaliste producteur — on pourrait dire aussi : celle de la propriété héréditaire et celle de la production sans cesse renouvelée. La nostalgie d'un pays riche, mais sans grande tradition industrielle, vers un capitalisme actif, plus producteur et moins économe, unit des tendances très diverses, jusque dans les rangs socialistes et syndicalistes, qui opposent l'idéal nouveau d'une « république des techniciens » à ce qu'ils considèrent comme la réalité surannée d'une ploutocratie des bas de laine. Un économiste suédois, comme Cassel, par contre, traduit la foi robuste d'un pays jeune, et en voie d'industrialisation rapide, en un avenir beaucoup plus conforme à l'idéal classique des économistes libéraux du dix-neuvième siècle.

En Allemagne, le problème est tout autre. Ici, le capitalisme s'est développé dans un milieu social figé par des traditions quasi féodales et absolutistes. Il s'est moulé dans les formes rigides d'une hiérarchie sociale autoritaire, sans les tempéraments que peut y

apporter l'existence de classes-tampons et la psychologie des peuples habitués à la modération et au compromis par un long passé de liberté et d'évolution graduelle. Ici, donc, tout ce qu'il y a de « libéral », ou si l'on veut d'occidental, dans la mentalité de l'économie capitaliste ascendante, se tourne contre le féodalisme autoritaire des grands pouvoirs économiques établis. Chose étrange, et difficile à bien comprendre pour les étrangers, cette critique du capitalisme allemand se rencontre dans beaucoup de conclusions pratiques avec un autre courant parti de prémisses opposées. Car, d'autre part, tout ce qu'il y a d'attaché au passé romantique d'un fonctionnarisme et d'un militarisme au service (financièrement presque désintéressé) d'un état dynastique se tourne contre ce qui rattache le capitalisme allemand à celui des autres pays, donc contre ce qu'il a de purement capitaliste. D'où la situation paradoxale de ce pays, où l'industrialisation et la rationalisation ont été particulièrement rapides et où le capital exerce un pouvoir très fort, mais où la majorité des électeurs a récemment voté pour des partis qui se proclament anticapitalistes.

Il y a, dans l'examen des nouvelles tendances doctrinaires qui essaient d'exprimer et de résoudre ces conflits si divers, matière à de très fructueuses réflexions d'ordre général. Je propose de m'y livrer dans une couple d'études qui suivront, en m'attachant particulièrement aux théories qui expriment l'opposition entre le capitalisme autoritaire et le capitalisme libéral. Cai c'est entre ces deux pôles, celui de la vieille tradition anglaise et celui de la nouvelle réalité allemande, que semblent destinées à se mouvoir une grande partie des forces qui, dans les années à venir, contribueront à fixer la physionomie nouvelle de l'économie européenne dans son ensemble.